

Numéro de dossier de la Cour T-

COUR FÉDÉRALE

ENTRE:

FÉDÉRATION DE LA POLICE NATIONALE

Demandeur

- et -

CANADA (PROCUREUR GÉNÉRAL)

Défendeur

DEMANDE EN VERTU DE L'ART. 18.1 DE LA *LOI SUR LES COURS FÉDÉRALES*

AVIS DE DEMANDE

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée à la page suivante.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à Ottawa, Ontario.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des [Règles des Cours fédérales](#) et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, DANS LES DIX JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des [Règles des Cours fédérales](#) ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE
RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Date: le 16 mars 2023

Délivré par:

DESTINATAIRES:

David Lemetti

Procureur général du Canada
Ministère de la Justice du Canada
Section du contentieux des affaires civil
50, rue O'Connor, 5e étage
Ottawa, ON K1A 0H8

ET À:

Brenda Lucki
Commissaire
Gendarmerie royale du Canada
1200, promenade Vanier
Ottawa, ON, K1A 0R2

ET À :

Raymond Théberge
Commissaire aux langues officielles
30, rue Victoria, 6^e étage
Gatineau, QC, K1A 0T8

AVIS DEMANDE

La présente constitue un recours judiciaire selon la Partie X de la *Loi sur les langues officielles*, LRC 1985, ch. 31 (4^e suppl.) suivant la réception par la Fédération de la police nationale (la « FPN ») des conclusions d'une enquête menée par le Commissariat aux langues officielles (le « Commissariat »).

RÉPARATIONS RECHERCHÉES:

1. Une déclaration que la Gendarmerie royale du Canada (« GRC ») ne s'est pas conformée à la *Loi sur les langues officielles*, LRC 1985, ch. 31 (4^e suppl.) (la « LLO »).
2. Une ordonnance que la GRC actualise toutes ses politiques internes, y inclut le *Manuel de gestion des carrières* (le « Manuel ») pour refléter les exigences de la *Directive sur les langues officielles pour la gestion des personnes* du Conseil du Trésor du Canada (la « Directive »);
3. Une ordonnance que la GRC présente une lettre d'excuses aux membres de la FPN;
4. Que les dépens de cette demande soient accordés au demandeur; et
5. Toute autre mesure de redressement que cette honorable Cour estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

LES MOTIFS DE CETTE DEMANDE:

Le contexte de la demande

1. La *LLO* impose des exigences pratiques aux institutions fédérales, y inclut des mesures gouvernementales pour la mise en œuvre des droits linguistiques, et en conséquence, des obligations pour l'État.

2. Le Conseil du Trésor est chargé, entre autres, de mettre en œuvre la *LLO* et l'égalité du statut de l'anglais et du français au sein des institutions fédérales telles que la GRC.

Les politiques de la GRC sont non-conformes à la *LLO*

3. Le 15 mars 2021, la FPN a déposé une plainte selon la *LLO* auprès du Commissariat. Un ajout à la plainte fut également déposé le 18 août 2021 (ensemble, la « plainte »).
4. La plainte allègue que les politiques internes de la GRC, y inclut le *Manuel de gestion des carrières* (le « *Manuel* ») ne sont pas conforme à la *Directive* et en conséquence, à la *LLO*.
5. La *Directive* prévoit que les membres de la GRC (les « membres ») doivent répondre aux exigences linguistiques de leur poste au moment de leur nomination. Toutefois, le *Manuel* prévoit que les membres doivent répondre aux exigences linguistiques du poste auquel ils font demande dès la date de la clôture de l'annonce d'emploi.
6. Le *Manuel* va à l'encontre de la *Directive* du Conseil du Trésor et la *LLO*, y inclut la Partie V (langue de travail) et ce, l'article 36(2) qui oblige les institutions fédérales de prendre « toutes autres mesures possibles » permettant de créer et de maintenir un milieu de travail propice à l'usage effectif des deux langues officielles, la Partie VI (Partie VI (Participation des Canadiens d'expression française et d'expression anglaise), et l'article 91 (dotation en personnel).

La décision du Commissariat

7. Le 19 janvier 2023, le Commissariat a produit son rapport final d'enquête concernant la plainte (le « rapport »).
8. Le rapport conclut que le *Manuel* n'est pas contraire à la *Directive*. Le rapport ne se prononce pas sur la question sous-jacente de la plainte, soit de savoir si le *Manuel* est conforme à la *Directive*, c'est-à-dire si les membres doivent répondre aux exigences

linguistiques de leur poste au moment de leur nomination et non au moment de la clôture de l'annonce d'emploi.

9. L'alinéa 18.1(4) de la *Loi sur les Cours fédérales*, LRC 1985, ch F-7.

10. Tout autre moyen conseillé par la procureure et autorisé par cette honorable Cour.

CETTE DEMANDE SERA APPUYÉE PAR LES DOCUMENTS SUIVANTS :

1. L'affidavit de Stéphane Laframboise ou de toute autre personne telle que conseillé par l'avocate et autorisé par cette honorable Cour; et,
2. Tout autre document conseillé par l'avocate et autorisé par cette honorable Cour.

Le demandeur demande au défendeur de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents qu'il possède et qui sont pertinents à la plainte, en conformité avec les règles 317 et 318 des *Règles des cours fédérales*. Pour plus de certitude, ces documents incluent tous les documents, politiques, notes d'informations, notes de service, courriels, et toute autre matière portant sur le rapport.

Date: le 16 mars 2023

Nelligan O'Brien Payne srl
300–50 rue O'Connor
Ottawa, ON K1P 6L2

Denise Deschênes
Téléphone: (613) 231-8248
Télécopieur: (613) 788-3664
Courriel: denise.deschenes@nelliganlaw.ca
Avocate du demandeur